



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES
ISSN 0241 0494 Le 18 septembre 2022 N° 488 PRIX : 0,60
Euro

CÔTE D'IVOIRE



11 novembre 2021 ; arrêt de travail des ouvriers de la centrale d'Azito pour non paiement des salaires

Travailleurs, préparons nos luttes nous-mêmes !

Sommaire au verso

Sommaire

Éditorial : Côte d'Ivoire
Travailleurs, préparons nos
luttés nous-mêmes !

Pages 3 à 9 : Côte d'Ivoire

▶ Revalorisation des salaires
des fonctionnaires, beaucoup
de tapage pour pas grand-
chose !

▶ L'argent coule à flot... pour
les capitalistes !

▶ Rentrée scolaire catastro-
phique pour les travailleurs.

▶ S'organiser pour exiger plus
de sécurité au travail.

▶ Lutte contre le trafic de
drogue : le gouvernement fait
rire !

▶ Hôpitaux publics : de scan-
dale en scandale.

▶ D'accord pour la création
d'une ligne de métro, mais en
même temps il faut reloger
les habitants qui ont été
chassés !

▶ N'douci : affrontements in-
tercommunautaires récur-
rents.

▶ Paroles d'un vil serviteur
de la bourgeoisie !

Pages 9-10 : Mali-Côte
d'Ivoire : Goïta et Ouattara
veulent tromper les travail-
leurs.

Pages 10-11 : Madagascar

▶ Victimes de la misère et du
capitalisme en crise

Abonnement

France : (en éco-pli)

12 numéros : 20 €

Le paiement se fait unique-
ment en espèces ou en
timbres-poste courants.

Autres pays : nous consul-
ter.

Adresse

Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:

www.uatci.org

Éditorial

P.2

COTE D'IVOIRE : TRAVAILLEURS, PRÉPARONS NOS LUTTES NOUS-MÊMES !

Alors que la rentrée scolaire n'est pas encore effective sur une grande partie du territoire, le Premier ministre a déjà félicité son gouvernement pour la prétendue réussite de cette rentrée. Les enseignants ont été sommés d'assumer leur devoir d'enseignants comme s'ils ne le savaient pas. Par contre, il n'a pas dit un mot sur les revendications de ces derniers. Certes, quelques semaines avant cette rentrée, Ouattara a annoncé une « revalorisation » des salaires et allocations dans la fonction publique mais, à supposer que ces mesures soient réellement appliquées demain, elles sont loin de compenser ce que la majorité des petits employés de l'État ont perdu durant des années de blocages de salaires et d'augmentations du coût de la vie. Quant aux enseignants qui ne sont pas fonctionnaires, et ils sont nombreux, leur situation est encore pire car ils ne sont pas concernés par les mesures annoncées, si mineures soient-elles.

Pour la majorité des parents d'élèves de condition modeste, cette rentrée, loin d'être une réussite comme le prétend le gouvernement, n'est qu'un casse-tête de plus en cette période d'augmentation générale des prix des denrées, du loyer, des transports et de bien d'autres produits et services. Le Premier ministre a eu le culot de se vanter de la prétendue « gratuité » de l'école dans ce pays alors que personne n'ignore qu'il s'agit là d'une publicité mensongère. Rien que l'achat des kits et autres tenues à chaque rentrée constitue une montagne de dépenses pour les parents. Et puis à ces dépenses ponctuelles il faut ajouter celles qui s'étalent tout au long de l'année. Où est la gratuité ?

Avec leurs salaires de misère, les travailleurs ne peuvent pas venir à bout de toutes les dépenses pour faire vivre correctement leurs familles. Il est donc vital que nos salaires soient augmentés de manière substantielle pour rattraper ce que nous avons perdu depuis des années. Même en doublant nos salaires actuels nous serions loin du compte !

En juillet 2008, alors que Laurent Gbagbo était au pouvoir, l'UGTCl (Union Générale des Travailleurs de Côte d'Ivoire) réclamait du bout des lèvres le passage du SMIG de 36 000 Francs (54,9 euros) à 120 000 Francs (182,90 euros) par mois, ce qui était loin d'être suffisant pour satisfaire

les besoins d'une famille de travailleurs en 2008. Gbagbo ignore complètement cette aspiration de nombreux travailleurs et continue avec le Smig officiel de 36 000 francs qui datait de 1994 suite à la dévaluation du Franc CFA. Sans compter que son administration ne fut même pas capable de faire appliquer ce salaire minimum de misère à toutes les entreprises du pays.

En réalité, les dirigeants des appareils syndicaux n'ont jamais voulu et ne veulent pas engager de lutte pour ne pas gêner le pouvoir et le patronat. Et quand il leur arrive parfois de faire du bruit autour de quelques revendications catégorielles, c'est juste pour obtenir des avantages pour leur boutique voire pour eux personnellement. Aujourd'hui, 14 ans après les timides revendications de l'UGTCl, les dirigeants de ce syndicat tout comme leurs concurrents de Dignité, Humanisme et autres, continuent de faire la sourde oreille à l'aspiration du monde du travail qu'ils prétendent représenter. Ils continuent de se contenter du SMIG dérisoire de 60 000 Francs lâché par Ouattara en 2013 ! Et ce SMIG n'est toujours pas appliqué systématiquement jusqu'aujourd'hui en 2022.

Alors, ce n'est pas sur de tels dirigeants syndicaux que nous pouvons compter pour améliorer nos conditions d'existence. Ces bureaucrates haut placés et « ministriables », sont prompts à signer des « trêves sociales » avec le gouvernement et des accords sectoriels avec le patronat pour peu

qu'on leur demande de s'asseoir autour d'une table de négociation et qu'on leur accorde un os à ronger.

Aujourd'hui en 2022, compte tenu du coût de la vie qui ne cesse de monter, un travailleur ne peut pas faire vivre sa famille correctement, éduquer et soigner ses enfants dans de bonnes conditions avec un revenu inférieur à 400 000 Francs par mois. Il est évident que nous n'obtiendrons pas cela par un coup de baguette magique ou en comptant sur les dignitaires qui siègent au sommet des centrales syndicales. Il faudra que nous l'imposions par nos luttes collectives dans les entreprises et dans la rue.

Cela veut dire qu'il faut s'organiser pour préparer ses luttes. Cela passe par la formulation de nos revendications et par leur popularisation sur nos lieux de travail afin d'entraîner un grand nombre de travailleurs dans la défense de nos revendications et augmenter de cette manière nos forces face au patronat et au gouvernement qui lui sert la soupe. Il faut que nous apprenions à tenir des réunions entre nous les travailleurs, syndiqués ou pas, embauchés ou journaliers, sans distinction de catégories, pour discuter de nos affaires communes et désigner nos représentants indépendamment des syndicats. En agissant ainsi, nous dirigerons nos propres luttes et empêcherons nos vrais ennemis de classes et nos faux amis qui sont à la tête des grandes centrales et des partis politiques, de nous diviser et de dévoyer nos luttes vers des impasses.

Côte d'Ivoire

REVALORISATION DES SALAIRES DES FONCTIONNAIRES, BEAUCOUP DE TAPAGE POUR PAS GRAND-CHOSE !

Ces derniers temps il y a des panneaux en divers points de la ville pour vanter les récentes augmentations accordées aux fonctionnaires et agents de l'État. Mais il n'y

a pas de quoi faire grand bruit. Ces mesures se résument en 4 points :

-Premièrement, l'extension de l'indemnité de logement à tous les fonctionnaires et

agents de l'État et leur relèvement de 20.000 F. Ce n'est que faire justice à ceux qui en étaient privés. Il aurait même fallu leur payer les arriérés non perçus car cette indemnité est restée inchangée depuis 1993 pour les fonctionnaires civils. Depuis cette date, les loyers à Abidjan ont plus que doublé. Pour un simple studio dans un quartier populaire, les loyers sont passé de 20.000F à 50.000F, voire plus. Alors n'en parlons même pas pour les deux pièces, trois pièces et plus. Autant dire que 20.000F d'augmentation d'indemnité après 20 ans c'est vraiment insignifiant !

-Deuxièmement, la revalorisation de l'allocation familiale qui, pour la première fois depuis 1960, passe de 2 500 F CFA à 7 500 F CFA par mois et par enfant. C'est-à-dire 5000 F en plus, après plus de 60 ans de blocage ! Même le gbofloto (beignet) du matin des tout-petits est passé de 5 F l'unité à 100 F. Ne parlons même pas des frais de scolarité et des soins de santé !

-Troisièmement, l'instauration d'une prime exceptionnelle de fin d'année, représentant « *un tiers du salaire mensuel indiciaire de base du mois de décembre* ». Quand on sait ce que représente le salaire de base de la majorité des petits fonctionnaires, c'est plus que dérisoire.

-Et enfin, les retraités du secteur public bénéficieront de la hausse de l'allocation familiale de 5 000 F CFA par mois et par

enfant. Pour ceux du secteur privé, les pensions de retraite augmenteront de 5%. Encore une misère !

Ce n'est pas avec ce genre d'augmentation que les petits fonctionnaires vont mener la grande vie. Bien au contraire, ils continueront de tirer le diable par la queue et de vivre dans des logements précaires comme de nombreux travailleurs du secteur privé.

Au lieu d'afficher à grands coups de publicité et de tambour médiatique les petites misères qui ont été accordées aux fonctionnaires, il aurait été plus amusant de voir placarder avec autant de bruit les salaires et les avantages des hauts fonctionnaires, ministres, députés et autres conseillers ou grands directeurs d'entreprises d'État ! Mais là-dessus, c'est plutôt motus et bouche cousue !

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
Union-Discipline-Progress

LE SALAIRE DE NOS
**FONCTIONNAIRES
REVALORISÉ**

- Indemnité de Transport
De 7 000 à 20 000
Pour les Fonctionnaires résidant à Abidjan
- De 7 000 à 15 000
Pour les Fonctionnaires résidant à Bouaké
- De 5 000 à 15 000
Pour les Fonctionnaires résidant dans les autres Chefs Lieux de Régions
- De 5 000 à 10 000
Pour les Fonctionnaires résidant dans les autres Villes

Voici la **Côte d'Ivoire Solidaire !**

Une des nombreuses affiches publicitaires placardées dans la ville pour vanter la soi-disant revalorisation des fonctionnaires.

Côte d'Ivoire

L'ARGENT COULE À FLOT... POUR LES CAPITALISTES !

Malgré la crise du capitalisme à l'échelle mondiale, la Côte d'Ivoire annonce pour 2022 une croissance de 7%. Que signifie ce pourcentage ? D'abord, que les capitalis-

tes s'en mettent plein les poches. D'autant plus que tous les prix augmentent ... sauf les salaires des travailleurs. Si les travailleurs veulent que leurs salaires suivent ces aug

mentations, ils ont intérêt à bien s'organiser dans les usines, sur les chantiers et autres lieux de travail pour riposter tous ensemble. Ils auront en face d'eux tout l'appareil d'État de la bourgeoisie, son gouvernement,

son administration, sa police, ses militaires, dont la mission est de défendre bec et ongles les intérêts des possédants et des exploités !

Côte d'Ivoire

RENTRÉE SCOLAIRE CATASTROPHIQUE POUR LES TRAVAILLEURS

Les rentrées scolaires sont toujours des moments de grandes difficultés pour les travailleurs. Les bas salaires suffisent à peine à couvrir les dépenses courantes. Ce qui fait que dès qu'il y a une dépense supplémentaire, comme lors de la rentrée des classes, c'est le casse-tête pour s'en sortir. Mais la situation est particulière cette année dans ce contexte de flambée généralisée des prix.

Le prix du papier a connu un bond spectaculaire, cela rejait automatiquement sur le prix des cahiers ainsi que des manuels scolaires. Quant aux inscriptions et aux frais d'écolage, ils sont toujours en progression, sans compter les nombreux frais annexes. Dans ces conditions, où trouver l'argent pour scolariser les enfants, comment faire face aux fournitures scolaires ? Voici des questions que se posent la plupart des travailleurs. Elle sera sans réponse pour beaucoup d'entre eux.

Nombreux sont les travailleurs qui doivent avoir recours aux prêts scolaires octroyés par certaines entreprises sans lesquels la rentrée n'aurait pas lieu pour beaucoup d'enfants. D'autres doivent se rabattre sur les prêts bancaires avec des taux d'intérêt qui sont en progression tous les ans. Si la période de rentrée des classes est difficile pour les travailleurs, les mois suivants le sont tout autant car lorsque les remboursements sont prélevés, la fiche de

paye est presque nulle. Pour les travailleurs journaliers qui sont de loin les plus nombreux dans les entreprises, il n'y a pas de prêt des entreprises, encore moins des banques. C'est la débrouille.



Chaque rentrée scolaire occasionne des dépenses considérables pour les travailleurs.

Dans les campagnes, les paysans doivent attendre de vendre leur production dont les prix de vente sont dérisoires pour faire face aux dépenses de rentrée scolaire. Ce qui fait que pour beaucoup d'enfants de paysans, la rentrée sera en décembre voire en janvier.

Dans cette société capitaliste ce sont ceux qui produisent les richesses et qui font tourner l'économie qui sont les plus mal lotis. C'est une société qui marche sur la tête et que les exploités des villes comme des campagnes devront renverser pour la faire fonctionner sur une autre base que celle de l'exploitation et de la recherche du profit individuel.

S'ORGANISER POUR EXIGER PLUS DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Récemment à Brassivoir, une brasserie située dans la zone industrielle de PK 24, une palette de boissons est tombée d'une hauteur de 6 mètres sur 3 travailleurs. L'un est décédé pendant le trajet vers une structure sanitaire. Les deux autres ont été grièvement blessés, criblés de tessons de bouteilles

À Nutri, dans la zone industrielle de Yopougon, dans une entreprise qui fabrique des biscuits et de la tomate concentrée, il y a eu deux accidents de travail le même jour. Un travailleur a eu le doigt presque coupé et un autre a été brûlé.

Tous ces travailleurs ont en commun de n'être pas déclarés à la CNPS et de

n'avoir aucune couverture médicale en cas d'accident ou de maladie. Dans ce cas, l'attitude des patrons c'est de se contenter de donner les premiers soins et ensuite le travailleur est abandonné à son sort. Beaucoup finissent handicapés à vie.

Dans la plupart des entreprises, les patrons ne se donnent même pas la peine d'équiper les travailleurs en matériel de sécurité élémentaire tels que tenues de travail, chaussures de sécurité ou même de simples cache-nez. Nous sommes très souvent exposés à des produits chimiques dangereux.

Ça ne peut plus durer comme ça. C'est à nous d'exiger du patronat plus de sécurité au travail.

LUTTE CONTRE LE TRAFIC DE DROGUE : LE GOUVERNEMENT FAIT RIRE !

Sous prétexte de mieux lutter contre les trafiquants de drogues, le gouvernement vient de doter la police de 73 « véhicules 4x4 ». Ce sont en fait des genres de motos à quatre roues sur lesquels les enfants des riches s'amuse généralement en longeant la plage sur le bord de mer.

Ce genre d'engins mis entre les mains des policiers serait surtout adapté pour aller racketter les travailleurs dans leurs quartiers pauvres où les ruelles sont trop étroites pour les voitures ordinaires.

Par contre, ils sont bien placés pour savoir que les vrais trafiquants de drogue, ce

n'est pas dans ces quartiers-là qu'il faut les chercher mais dans ceux des riches où habitent aussi les ministres, députés et autres hauts dignitaires de la douane et de la police. Parce que pour passer des kilos et des tonnes de drogue comme la presse en a fait cas ces derniers temps, il est évident que les trafiquants doivent avoir les bras bien longs et aussi de bons relais auprès des gens hauts placés ! Mais pour attraper ceux-là, c'est une autre paire de manches. Il n'est certainement point besoin de moto 4x4 pour cela et on peut imaginer que très peu de policiers oseraient s'y hasarder au risque d'y laisser leurs plumes eux-mêmes !

Les prolétaires n'ont pas de patrie

HÔPITAUX PUBLICS : DE SCANDALE EN SCANDALE

Le 19 août dernier, la mort d'une femme en couche au CHR de Daloa a fait le tour des réseaux sociaux. Cet énième décès par manque de soin dans un hôpital public a fait couler beaucoup d'encre et de salive et n'a pas manqué de susciter beaucoup d'indignation dans la population.

Si cette affaire n'avait pas été ébruitée, elle serait restée aux oubliettes comme tant de décès dans ces hôpitaux. Cela a obligé le ministre de la santé à intervenir non sans verser quelques larmes de crocodile sur le sort de la famille éplorée. Il s'est mis à égrainer les actions de son ministère, et pour bien dégager sa responsabilité et celle de son gouvernement, il s'est acharné sur le médecin de garde et l'a suspendu de ses fonctions.

Lorsque ce genre de scandale éclate sur la place publique, l'attitude du gouvernement est toujours la même, celle de dégager sa responsabilité et de trouver des boucs-émissaires, en l'occurrence le person-

nel de santé qui est généralement surmené.

Ce n'est un secret pour personne que les hôpitaux publics ne sont pas la priorité des pouvoirs publics. Ces hôpitaux sont en nombre insuffisants, il y manque de tout, à commencer par les lits d'hospitalisation et les médicaments de première nécessité. Le personnel est en sous effectif et très souvent au bord du surmenage. Les soins coutent cher et tout est payant jusqu'à la moindre paire de gants. Ce qui fait que nombre de travailleurs et de pauvres ne peuvent pas s'y faire soigner. En cas de maladie, ils n'ont parfois pas d'autres choix que de passer par les médicaments de la rue. Les riches quant à eux, ne se soignent pas dans ces hôpitaux publics. Ils vont dans des grandes cliniques privées ou à l'étranger.

Tenir le personnel pour responsable de nombreux décès dans ces hôpitaux relève de la malhonnêteté de la part des autorités politiques.

D'ACCORD POUR LA CRÉATION D'UNE LIGNE DE MÉTRO, MAIS EN MÊME TEMPS IL FAUT RELOGER LES HABITANTS QUI ONT ÉTÉ CHASSÉS !



Destruction des habitations et des installations le long de ligne du futur métro d'Abidjan.

Cette année encore en ce mois de septembre et en pleine rentrée scolaire, une

deuxième vague de déguerpissement le long du tracé de la ligne du futur métro d'Abidjan a impacté les habitants qui y habitaient. Ils ont été déguerpis sans ménagement et sans aucune mesure d'accompagnement.

L'année passée, à la même période, ce sont les populations d'Anyama et d'Abobo qui ont subi les assauts des bulldozers. Leur maison contenant encore leurs affaires ont été détruites.

Pourtant l'État est soi-disant en pourparler avec les populations impactées par ce projet depuis 2016. La moindre des choses serait que l'État procède au relogement et à

l'indemnisation des personnes touchées avant la destruction de leurs habitations. Mais que non ! Les autorités se sont contentées de distribuer des avertissements aux gens concernés un mois avant leur déguerpissement. Pour partir où, comment et avec quels moyens ?

Au total près de 5 000 personnes sont concernées. Le gouvernement se moque de leur avenir tant qu'il pense qu'il n'y a pas de risque d'explosion de colère. Mais qu'il fasse attention au réveil du lion qui dort !

Côte d'Ivoire

N'DOUCI : AFFRONTEMENTS INTERCOMMUNAUTAIRES RÉCURRENTS

Dans la nuit du 12 au 13 Août dernier, des malfrats venus dans un tricycle ont attaqué un maquis avec des machettes puis semé la terreur sur les passants et ont tué un jeune homme qui rentrait chez lui.

Il s'en est suivi un affrontement intercommunautaire occasionnant un mort et plusieurs blessés. Trois jours plus tard, sous la demande des chefs coutumiers, les jeunes Abbey se rendaient massivement au cimetière de la commune pour son enterrement, dans une ambiance de chants et de visages grimés. Des jeunes Malinké sortirent avec des machettes et des gourdins croyant que ces jeunes Abbey se rendaient au cimetière pour se préparer à les attaquer. Ce qui occasionna de nouveaux affrontements faisant trois nouveaux morts, de nombreux blessés et des magasins pillés puis incendiés.

Deux semaines avant ces faits, de violentes bagarres entre jeunes Malinké et Abbey avaient aussi fait au moins quatre morts. En remontant plus loin, en août 2020, à

Boussué, un village de la même localité, de pareils affrontements interethniques se sont soldés par l'incendie de plusieurs habitations. Pareillement en 2019. Si on remonte les cinq dernières années on constate que ce genre de conflits est devenu récurrent alors que par le passé ces populations vivaient paisiblement côte à côte.

Aujourd'hui avec la paupérisation grandissante, les jeunes sont au chômage, les revenus de ceux qui travaillent n'arrivent plus à assurer le minimum pour la grande partie de la population. À ces difficultés se pose également le problème du foncier qui est aussi source de conflits violents. Dans cette situation, les politiciens de tout genre n'hésitent pas à envenimer les choses au lieu de les régler. Ils se servent de ces conflits pour accéder à la mangeoire : pour un strapontin ministériel, un poste de député ou autres sinécures. Ce sont ces assassins-là qui viennent ensuite verser quelques larmes de crocodiles et faire semblant d'arranger les choses.

PAROLES D'UN VIL SERVITEUR DE LA BOURGEOISIE !

Un certain Venance Konan, journaliste-écrivain notoire, ex-DG du journal gouvernemental Fraternité, a écrit dans son papier que les pays d'Asie, comme le Japon et la Corée se sont développés parce que les travailleurs ont « *cravaché* » au travail à

longueur d'année, les grèves y ont été « *restreintes* » et il était, écrit-il, très mal vu pour un travailleur de prendre quelques jours de vacances. C'est ce qui aurait permis, selon lui, à ces pays de se positionner parmi les pays riches.

En disant cela, il reprend à son compte les récents propos du dictateur béninois Patrice Talon adressés au patronat français pour les inviter à investir dans son pays. Rappelons que ce président du Bénin est en même temps considéré comme le « *roi du coton* » dans son pays. Il tire sa fortune en exploitant férocement des paysans et des ouvriers ; les uns dans la production du coton, les autres pour faire tourner ses nombreuses usines. Dans son pays, a-t-il expliqué, pas besoin de démocratie pour les travailleurs. Il a dit avoir fortement réglementé le droit de faire grève et même le droit syndical depuis qu'il a accédé à la présidence de ce pays.

Quant à Venance Konan, il a aussi rappelé qu'au temps de la dictature d'Houphouët, un gréviste se retrouvait facilement en prison et que c'est ainsi que ça devrait être dans un pays qui veut se développer. En écrivant de tels propos anti-ouvriers, Venance Konan veut peut-être montrer aux éventuels propriétaires d'entreprises capitalistes à la recherche d'un DG qu'il sera un bon serviteur de leurs intérêts.

Parce qu'il ne peut quand même pas ignorer que la majorité des travailleurs aujourd'hui en Côte d'Ivoire, les journaliers dans les usines et les travailleurs du bâtiment, pour ne parler que de ceux-là, travaillent à longueur d'année sans bénéficier d'un quelconque congé payé tout en ne touchant

qu'un salaire de misère ! Les travailleurs subissent aussi bien la dictature du patronat à l'intérieur de l'entreprise que celui du gouvernement qui envoie les forces armées pour réprimer la moindre grève, comme au temps de Houphouët Boigny et sans doute comme dans bien de pays considérés comme des modèles à suivre par Venance Konan. Résultat, même en travaillant ainsi durant toute leur vie, les travailleurs restent aussi pauvres que lorsqu'ils sont nés ! Le voilà le lot de la majorité des travailleurs en Côte d'Ivoire, qui n'est certainement pas beaucoup différent de ce que vivent les travailleurs au Bénin. Ils resteront désespérément pauvres parce que dans ce monde capitaliste, ce n'est pas le travail qui enrichit mais le vol et l'exploitation des travailleurs !

Voilà pourquoi, ceux qui les exploitent, à savoir les bourgeois, eux qui ne font rien de leurs dix doigts et qui se reposent durant toute l'année, ceux-là seuls s'enrichissent. C'est la même chose partout dans le monde.

C'est seulement en menant des luttes collectives contre l'exploitation que les travailleurs peuvent garder la tête hors de l'eau. Et cela est valable au Bénin comme en Côte d'Ivoire, que ce soit sous la dictature d'un Talon, d'un Bédié, d'un Gbagbo ou d'un Ouattara, tous serviteurs des intérêts capitalistes et surtout ennemis des travailleurs !

Mali-Côte d'Ivoire

GOÏTA ET OUATTARA VEULENT TROMPER LES TRAVAILLEURS

Plus de deux mois après l'arrestation des 49 soldats ivoiriens par les autorités maliennes, la crise entre les deux États semble s'éterniser. Les galonnés putschistes de Bamako continuent de maintenir que ces soldats sont des mercenaires que Ouattara a

envoyés au Mali pour déstabiliser leur pouvoir. Ce que bien entendu, Ouattara nie en affirmant qu'ils ont été envoyés au Mali dans le cadre de la Minusma (Mission des Nations Unies pour la Stabilisation du Mali). Malheureusement pour Ouattara, les autorités onu-

siennes n'ont pas confirmé clairement sa version.

Le ton est monté d'un cran lorsqu'Assimi Goïta, le chef de la junte malienne, a proposé de libérer les soldats ivoiriens en échange de l'extradition par l'État ivoirien de trois politiciens maliens partis se réfugier en Côte d'Ivoire (Karim Keïta, fils de l'ancien président IBK, Boubou Cissé ancien Premier ministre et Tiéman Hubert Coulibaly, ancien ministre).

Ne voulant pas paraître comme quelqu'un qui cède devant la pression, Ouattara a accusé Assimi Goïta de «prendre en otage» les soldats ivoiriens. On entend petit à petit monter un climat nationaliste entretenu par le gouvernement ivoirien autour des «*villants soldats ivoiriens*» qui seraient partis au Mali pour défendre ce pays contre les groupes terroristes. Il en va de même du côté des dirigeants maliens, ils multiplient leurs discours contre les dirigeants de la CE-DEAO, dont Ouattara, qui veulent, disent-ils, mettre le Mali à genoux, etc. Chacun, en entonnant des discours nationalistes, ne fait que profiter de cette crise pour se renforcer.

Jusqu'à présent, la crise entre les deux protagonistes est restée au niveau di-

plomatique. Qu'en sera-t-il demain si la tension monte d'un cran ? Le moindre incident peut se transformer en déflagration. On n'est pas encore à la chasse aux maliens à Abidjan, ni à la haine contre les ivoiriens à Bamako. Mais d'un côté comme de l'autre, nos dirigeants sont capables d'entraîner leurs populations dans la violence intercommunautaire pour sauver leur place au pouvoir.

Au Mali comme en Côte d'Ivoire, les travailleurs n'ont aucun intérêt à apporter leur soutien à ces dirigeants qui, par-delà leur nationalité et leur parcours politique, sont des ennemis de la classe ouvrière et de tous les exploités.



14 Août 2022 à Abidjan, manifestation de soutien aux soldats ivoiriens arrêtés par les autorités maliennes.

Madagascar

VICTIMES DE LA MISÈRE ET DU CAPITALISME EN CRISE

Il ne se passe pas de semaines sans que la misère dans laquelle survit l'immense majorité de la population malgache ne se transforme en drame. D'abord il y a la sécheresse qui dure depuis au moins cinq ans

dans le Sud-ouest. Cette calamité a été cause de la famine qui s'en est suivie et cause de milliers de morts. Qui plus est, pour échapper à cette catastrophe, un demi-million de personnes ont dû abandonner

leurs maigres biens, leur bétail assoiffé et emprunter les chemins de l'exode en direction des bidons villes qui jouxtent les grandes villes, principalement la capitale Antananarivo.

Puis, la crise économique, la pandémie de Covid et le passage du cyclone Batsirai en début d'année, ont durement frappé les populations pauvres.

L'insécurité, les vols et les assassinats qui empoisonnaient la vie des gens en temps « normal », connaissent aussi une augmentation notable à travers tout le pays. Ainsi, à la fin du mois d'août, dans le district d'Ikongo, une zone enclavée située dans le sud-est de l'île, l'enlèvement d'un enfant albinos (pour trafic d'organes ?) puis l'exécution par les ravisseurs de sa mère qui cherchait à s'interposer, ont provoqué la mobilisation de la population. Environ 500 personnes ont encerclé la gendarmerie qui détenait quatre personnes soupçonnées d'avoir commis ces actes abominables. Les gendarmes ont tiré sur la foule faisant 19 morts et une vingtaine de blessés. Dans ce pays, les forces de l'ordre ont la gâchette facile surtout lorsqu'en ligne de mire elles ont des gens pauvres. Ces gens en uniformes sont à la fois impitoyables et corrompus, tout comme le sont plusieurs représentants de la justice. Ceux qui ont de l'argent peuvent acheter le verdict d'un procès. Dans ce cas comment s'étonner que la population ait cherché à se faire justice elle-même ?

La férocité des forces de l'ordre est à mettre en parallèle avec celle des voleurs : dans un village situé à 75 kms au nord de la

capitale, 32 personnes dont 15 enfants sont mortes dans leurs maisons incendiées soit par des « dahalo » (des bandits sans scrupules), soit par des personnes qui se sont estimées perdantes dans un litige foncier.

Et encore : de nombreux petits bourgeois des villes ont recours au travail domestique de gosses originaires de la campagne. Les parents sont contraints de s'en séparer parce qu'en cette période de crise, eux-mêmes basculent de l'état de pauvreté à celui de misère. Des propriétaires aisés ou même des petits propriétaires terriens, n'hésitent pas à faire trimer du lever au coucher et même la nuit en tant que gardiens, des adolescents ou des adultes estimés anormaux. Les simples d'esprit, ceux qui n'ont pas de papiers en règle, les handicapés légers, les albinos... sont devenus des victimes toutes désignées de cette sorte d'esclavage des temps modernes.

Voilà quelques signes révélateurs d'une société en fin de vie qui devra être renversée par les travailleurs.



Les éleveurs de zébus sont fréquemment attaqués par des « dahalo » (bandits)

Ce que nous voulons

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.

